



Clio. Femmes, Genre, Histoire

16 | 2002

L'Histoire des femmes en revues France-Europe

La revue *Sextant* : l'occasion de faire le point

Jean PUISSANT



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/165>

DOI : 10.4000/clio.165

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2002

Pagination : 51-60

ISBN : 2-85816-641-2

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Jean PUISSANT, « La revue *Sextant* : l'occasion de faire le point », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 16 | 2002, mis en ligne le 11 mars 2003, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/clio/165> ; DOI : 10.4000/clio.165

Tous droits réservés

La revue *Sextant* : l'occasion de faire le point

Jean PUISSANT

Un peu d'histoire

La revue bisannuelle *Sextant* apparaît comme la première revue universitaire consacrée aux études sur les femmes en Belgique. Elle présente donc un double intérêt : sa singularité d'une part, son existence et son contenu d'autre part.

Il ne s'agit évidemment pas de la première revue féministe publiée en Belgique. La Ligue belge du Droit des Femmes, créée en 1892, se dote d'un organe – *La Ligue* – qui parut jusqu'à la première guerre¹. Bulletin d'information de l'organisation, il publie également des études qui servent aujourd'hui de sources. D'autres organes, dépendant directement ou indirectement des partis politiques, se multiplient ensuite. Le renouveau féministe des années soixante-dix est à l'origine de la parution de diverses revues de qualité comme *Les Cahiers du GRIF* (Groupe de Recherche et d'Information féministe, 1973-1994), animés notamment par Françoise Collin et *Chronique féministe* (Université des femmes, 1982) qui réunissaient sans doute de nombreuses universitaires mais qui tenaient à prendre leurs distances avec des universités refusant de s'engager dans ce débat, dans ce combat. Un groupe de jeunes femmes liées au mouvement des femmes eut même « l'audace » de tenter de faire paraître un mensuel :

1 Pour ces publications, voir : E. Flour, C. Jacques, C. Marissal ss dir. de L. Van Molle et E. Gubin, *Répertoire de la presse féminine et féministe (1830-1994)*, 2 t., Bruxelles, Ministère de l'emploi et du travail et de la politique d'égalité des chances, 1994.

Voyelles (1979-1982) qui connut malgré tout 33 numéros. Il s'agit de publications d'autant plus militantes que l'université se bouchait les oreilles et se voilait les yeux.

Sextant est la première revue à paraître dans une université francophone² avec la volonté affirmée de faire entrer dans les connaissances les débats ouverts par le féminisme contemporain (mais aussi ancien), et d'interpeller les sciences humaines et les sciences exactes sur les pratiques sociales de la démarche scientifique à l'intérieur d'une institution qui apparaissait, à l'instar des académies, comme un bastion d'une pensée asexuée dominée par le sexe « dit – à tort – fort ».

Le fait que ce soit à l'Université libre de Bruxelles (ULB) ne relève pas du hasard. Dès le XIX^e siècle en effet, celle-ci recèle en son sein un important courant libéral progressiste, voire socialisant, préoccupé par l'éducation des filles, soucieux de les soustraire à l'influence des congrégations religieuses, et qui apporte son soutien aux initiatives pédagogiques en faveur d'un enseignement laïc, général et moderne pour jeunes filles³. L'ULB réalisa, dans le pays, toutes les « premières » : étudiantes (1880), diplômées, assistantes (1923), agrégées (1933) ou docteurs (1934), professeuses (1929), rectrice (1990). Ceci ne représente qu'un indicateur externe mais sa récurrence entraîne à poursuivre l'interrogation. C'est à l'ULB que fut fondée la première organisation féministe, la Ligue belge du Droit des Femmes (1892), en présence du recteur Hector Denis, « socialiste utopiste » proudhonien mais féministe. Les initiateurs de la Ligue, femmes et hommes, sont tous liés à l'université, diplômés ou enseignants. L'élément déclencheur en est aussi issu, indirectement, puisque

2 Il faut en effet signaler l'existence, non pas d'une revue, mais de « séries » amorcées peu avant dans des universités néerlandophones, à Bruxelles, à Anvers et à Gand.

3 Pour cet aspect : E. Gubin, « Libéralisme, féminisme et éducation des filles en Belgique au XIX^e siècle », *Cahiers du Centre de recherches en histoire du droit et des institutions*, 13-14, Bruxelles, Facultés universitaires St Louis, 2000, pp. 152-174. Pour les femmes à l'U.L.B. : A. Despy-Meyer, « L'entre-deux-guerres ou l'affirmation intellectuelle des femmes », *Sextant*, 1, Hiver 1993, pp. 75-90. Pour la situation actuelle dans les universités belges : G. Kurgan-Van Hentenryk, « La féminisation du personnel académique des universités belges. Processus progressif ou stagnation ? », *Sextant*, 13-14, 2000, pp. 293-315.

c'est le refus d'accès au barreau opposé à Marie Popelin, première diplômée en droit du pays (1888) qui fit naître un mouvement féministe structuré en Belgique.

Cette présentation, somme toute positive à nos yeux, ne doit pas faire oublier que tout ce qui précède ne s'est pas fait « naturellement » ni en douceur, mais dans l'affrontement des positions contradictoires. À plusieurs reprises, des autorités de l'université se sont opposées aux demandes d'étudiantes. De nos jours, l'égalité qui pourrait résulter d'une présence équilibrée de garçons et filles dans les auditoriums, parmi les diplômés, est loin d'être réalisée au sein du personnel, aux différents niveaux, et suscite d'utiles débats. Progrès et contradictions expliquent donc l'origine de la revue.

Le soutien financier lui a été fourni, *post mortem*, par l'historienne Suzanne Tassier, estimable spécialiste de la révolution brabançonne de 1789, de la période française, puis du rôle de la Belgique dans l'entrée en guerre des États-Unis en 1917, et – surtout – première femme titulaire de cours d'histoire moderne à l'ULB. Elle afficha rapidement un féminisme activé, semble-t-il, par deux éléments : un voyage d'études aux États-Unis qui est à l'origine d'un intéressant rapport⁴ où elle observe les signes d'émancipation des femmes inconnus en Europe, et le sentiment très vif d'avoir été victime de son sexe lors de diverses procédures de nomination ou d'attribution de cours à l'université. Un passage de son compte rendu de voyage semble y faire référence : « Mais si notre Européen se trouve être une Européenne qualifiée un peu moqueusement dans son milieu de féministe, faut-il dire qu'elle est à la fois ravie et humiliée ? Humiliée, car elle vient d'un petit pays par ailleurs fort sympathique, où les bureaux des administrations publiques et des entreprises privées, sauf d'assez rares exceptions, n'acceptent que les femmes comme sténo-dactylos, et évi-

4 S. Tassier, « L'Américaine ne connaît pas son bonheur », *Bulletin des Alumni*, X-3, 1939, pp. 183-188. S. Tassier (1898-1956) a d'abord enseigné l'histoire dans l'enseignement secondaire, puis en 1940-41 à l'université en remplacement de professeurs éloignés de leur chaire par l'occupant. Titularisée en 1945, professeure ordinaire en 1948.

demment aussi comme nettoyeuses⁵, où les infirmières sont peu payées, où les travailleuses sociales ne trouvent guère à se caser, où les femmes avocats et médecins étaient encore une rareté voici moins de dix ans, où les quelques femmes qui ont le courage de se vouer à la science pure peuvent fort bien, après vingt d'un effort difficile, se voir préférer un candidat de moindre production scientifique, mais ayant la bonne fortune d'appartenir au sexe privilégié de droit divin »⁶.

Par testament, deux prix portant son nom furent créés à sa mémoire, l'un à l'Académie royale de Belgique, récompensant la meilleure thèse de doctorat en histoire présenté par une femme dans une université belge, l'autre à l'Université de Bruxelles, couronnant l'étudiante qui a défendu le meilleur mémoire de maîtrise en histoire moderne ou contemporaine. Après sa mort, son mari, éminent romaniste, légua par ailleurs à son université un capital destiné à promouvoir des recherches en histoire moderne ou contemporaine, relatives à la condition féminine ; ce legs est à l'origine de la chaire qui porte son nom. Significativement, cette chaire a permis d'inviter à Bruxelles, depuis 1963, deux femmes médecins Suzanne Serin et Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé (la pionnière de la maternité volontaire en France), des juristes Michel Alliot (Paris) et Simone Constant-David (Liège), Evelyne Sullerot (Paris) dont l'enseignement a formé la matière de son ouvrage, devenu depuis un « classique » du genre, *Histoire et sociologie du travail féminin. Essai*⁷. S'y sont encore succédé les historiennes Michelle Perrot (Paris), Eleni Varikas (Paris), Andrée Lévesque (Montréal) et la philosophe Françoise Collin. C'est le Fonds Suzanne Tassier qui permet actuellement d'éditer la revue, tout en respectant les intentions du couple féministe.

Si le lieu d'ancrage de la revue – l'ULB – n'est pas étonnant, le moment de la création s'explique aussi par un contexte particulier. La fin

- 5 Allusion à une décision du Conseil des Ministres de réserver tous les emplois de l'Etat aux hommes, mais précisant « que l'interdiction de recruter des femmes ne vise pas le personnel chargé du nettoyage des bureaux » (Circulaire ministérielle, 12 avril 1934).
- 6 S. Tassier, *op. cit.*, p. 184. C'est nous qui soulignons.
- 7 Paris, Gonthier, 1968, [p. 6] (dédicace d'E. Sullerot à Claire Préaux, professeure à l'ULB et organisatrice de la Chaire).

des années 1980 est marquée en effet par des initiatives, nationales et européennes, qui apportent un nouveau souffle aux études sur les femmes. On note à ce moment la création de groupes ou de centres universitaires plus ou moins reconnus par les instances académiques : trois en Flandre (Centrum voor Vrouwenstudies à la Vrije Universiteit Brussel, à l'Universitair Instelling d'Anvers, à l'Université de Gand) ; deux en Belgique francophone, le Groupe interdisciplinaire d'Etudes sur les Femmes à l'ULB et le Groupe de contact « Femmes et société » sous l'égide du Fonds national de la Recherche scientifique. L'établissement de deux « points d'appuis en *Women's studies* » (à Bruxelles et à Anvers), à l'initiative du Ministère de la Politique scientifique, amorce une première institutionnalisation⁸. En même temps, l'Europe insuffle un nouvel essor en intégrant la promotion des études féministes⁹ dans son Troisième Programme d'Égalité des Chances en 1991, tandis que s'ébauchent dans la foulée des réseaux européens de chercheuses¹⁰.

Sextant : passage en revue¹¹

L'ancrage était amorcé, encore fallait-il pouvoir le poursuivre. Fallait-il créer une revue spécifique ? Fallait-il proposer des articles « genrés » aux revues existantes ? La question se posait avec force pour toute la recherche féministe, que l'on redoutait de condamner au ghetto en l'érigeant séparément des disciplines reconnues. Mais la stratégie de « l'entrisme » révé-

8 Sous l'égide d'Eliane Vogel-Polsky à l'ULB, qui a fait paraître un bulletin d'information *Newsletter*.

9 D'où une série de séminaires européens à Bruxelles sur le développement des études féministes dans les pays de la Communauté, et la mise sur pied d'une banque de données, GRACE.

10 WISE (Women's studies international Europe) et le REEF (Réseau européen d'Études sur les Femmes).

11 Dès l'année de sa création, le GIEF a organisé, en collaboration avec le Centre d'études canadiennes, un colloque *Norme et marginalités. Comportements féminins aux XIX^e-XX^e siècles* dont les actes ont été publiés (ULB, 1990, 144 p.). La même année, le Groupe a collaboré à l'organisation d'une exposition consacrée à Marie Curie et la Belgique et à une publication (*Marie Skłodowska-Curie et la Belgique*, ULB, 1990) où E. Gubin propose une analyse féministe originale de l'existence de la savante : « Marie Curie et le radium : l'information et la légende », pp. 111-129.

la assez vite ses limites, avec le refus courtois d'une des principales revues historiques belges de publier un article sur la femme au foyer, thème considéré comme ne faisant pas « tout à fait partie de l'histoire ».

La création de *Sextant* fut donc décidée à la fin de l'année 1992. Pourquoi ce nom inattendu ? Précisément pour susciter la question et provoquer la curiosité : « Se servir de la recherche comme d'un instrument de mesure et de la publication scientifique comme d'un lieu permettant de faire le point. Le jeu de mot aidant, le sextant est choisi ici, de préférence à la boussole », écrivait en exergue du numéro initial, Eliane Gubin à l'origine de l'initiative. La revue émane directement du Groupe interdisciplinaire d'Etudes sur les Femmes (GIEF), créé précédemment (1989) à l'ULB après un bref mais âpre débat avec les autorités académiques sur la scientificité d'une telle approche¹². Le groupe fut reconnu par le conseil d'administration de l'université mais il fut acté qu'il ne pourrait prétendre à aucune subvention interne¹³ – ce qui ne l'a pas empêché de publier la revue ni d'obtenir d'autres sources de financement (provenant notamment du Fonds National de la Recherche Scientifique, de divers ministères et de l'Europe qui ont permis de faire progresser les connaissances et les réflexions). De fait, même si la préoccupation reste permanente d'élargir à d'autres disciplines, le groupe et la revue sont très largement dominés par les historiens. Toutefois cette année pourrait être celle d'un très net élargissement à l'ensemble des grandes disciplines universitaires, avec l'appui du recteur Pierre de Maret, anthropologue et historien de l'art, nettement favorable à l'implantation des études de genre.

À l'origine, l'un des buts était de publier des articles issus de mémoires de maîtrise, d'ordinaire laissés dans l'ombre persistante des bibliothèques universitaires (une quinzaine de contributions). Le choix de ne publier qu'en français est délibéré puisque la revue poursuit pour objectif premier de diffuser la problématique, le questionnement et les connaissances

12 La Commission de la Recherche émettait des doutes sur la qualité scientifique d'un groupe composé principalement (pourtant pas exclusivement) de femmes ! Personne ne souleva la question de la scientificité d'autres groupes de recherches composés uniquement d'hommes, notamment dans le service du recteur... (chimie).

13 Conseil d'Administration, ULB, P.V. 28-02-1989, p. 76.

acquises en Belgique francophone et accessoirement de diffuser les résultats des recherches locales à l'extérieur. Des articles ont donc été traduits à l'interne du néerlandais, de l'anglais, de l'allemand de l'italien, du portugais et de l'espagnol et ont donné l'occasion à des collègues étrangères de faire connaître leurs travaux en français. Mais la revue a également permis, en fournissant une distance utile et nécessaire, de publier, par exemple, l'analyse de Denyse Baillargeon sur les études en histoire des femmes au Québec et au Canada anglais (n° 4). La revue accepte aussi d'éditer des sources originales, comme par exemple les notes d'une importante témoin et actrice du féminisme belge de l'entre-deux-guerres, Elise Soyer (n° 5 et n° 6).

L'objectif est modeste mais néanmoins difficile à réaliser en raison de la faiblesse persistante de la culture, dans ce marché réduit qu'est la Belgique francophone (4.500.000 habitants). Le tirage normal oscille entre 250 et 500 exemplaires, en fonction du thème et d'éventuelles co-éditions. Certains numéros, comme ceux consacrés au travail des femmes ou à la citoyenneté, ont été rapidement épuisés. Le choix des thèmes dépend de l'engagement d'un membre du comité de rédaction d'en prendre la responsabilité (n° 6, Femmes en lettres, n° 8, Femmes dans la cité. Amérique latine et Portugal), de l'actualité (n° 7, Citoyenneté), de publier les actes d'un colloque organisé par le groupe (n° 1, Cent ans de féminisme en Belgique, n° 2 Sciences et cultures, co-organisé avec le Centre d'Etudes canadiennes de l'université) ou encore d'offrir un volume d'hommages à une collaboratrice, nécessairement plus éclectique (n° 13-14, Femmes de culture et de pouvoir).

En sept ans (l'âge de raison...), quatorze numéros ont été édités, comprenant 118 textes dus à 98 auteurs dont 44 « non belges » et 2.700 pages, soit en moyenne 190 pages par numéro. Si les auteures sont nettement majoritaires, 22 hommes ont collaboré à la revue (21 %). Le groupe initiateur à l'ULB a participé à la rédaction de 23 textes soit 18 % de l'ensemble.

Au total, on peut observer que les sciences humaines sont prépondérantes, excepté dans le n° 2 qui contient des contributions de spécialistes de sciences « exactes » : mathématicienne, physicien ; de sciences de la vie :

biologiste... mais également d'un architecte, d'une théologienne, d'une femme médecin du travail. Les textes de nature historique sont nettement plus nombreux que les textes concernant les questions actuelles, excepté dans les deux numéros consacrés à la citoyenneté (n° 7 et n° 8). Les contributions d'historiens sont majoritaires – comme la composition du comité de rédaction pouvait le laisser supposer. Mais nous trouvons également parmi les auteurs et éditeurs des romanistes (n° 6, Femmes en lettres), des historiens de l'art (les n° 11 et n° 12, Femmes artistes), des sociologues, des politologues (les n° 7 et n° 8), des philosophes. La grande majorité des articles relève plus de la description et de l'analyse (prépondérance des monographies) que de la théorie même si certains textes relèvent explicitement du débat (Michel Schiff, Denyse Baillargeon, Eliane Vogel-Polsky, Hedwige Peemans-Pouillet, Aline Charles...). Enfin, il convient de signaler l'importance des approches biographiques, collectives (sept) ou individuelles (quatorze), en particulier dans les dernières livraisons (le dernier en date, un volume d'hommages, en comprend à lui seul quatre). Cinq biographies sont réalisées par de non-spécialistes de l'histoire des femmes, qui ont donc choisi significativement cette voie pour se couler dans la thématique générale. La remarque est en soi intéressante puisqu'elle révèle que les personnes peu familiarisées avec la problématique et la perspective de genre choisissent la biographie pour l'aborder (six auteurs dans ce cas sur neuf).

Les aspects non spécifiquement nationaux se révèlent beaucoup plus importants que ce que l'objectif initial pouvait laisser supposer (43 % d'auteurs étrangers) et font donc de la revue autant une vitrine de ce qui se fait chez nous qu'une ouverture pour nous sur ce qui se pratique à l'étranger. Ce qui, pour l'analyste au travail, apparaît comme une excellente information. Un seul numéro se révèle presque uniquement belge (n° 3, Femmes et médecine – une seule contribution étrangère), un seul exclusivement extérieur (n° 8). Parmi les articles géographiquement localisables, 53 articles concernent la Belgique (59 %), 36 d'autres pays (41 %). Mais 28 échappent à tout classement géographique. On trouve ici confirmation du caractère monographique de nombreux textes (en général ceux issus des mémoires de maîtrise), tandis qu'en moyenne les contri-

butions non localisables sont dues plus souvent à des auteurs étrangers. En fin de compte, ce sont les historiens belges qui sont responsables du poids monographique du contenu et de son aspect national. En revanche, les thématiques « études femmes » révèlent bien leur potentiel international et l'intérêt pour une revue belge de s'être engagée dans cette voie.

De plus la perspective sexuée s'est révélée parmi les plus riches et les plus prometteuses de ces dernières années en sciences humaines. Il s'agit d'une approche, encore souvent absente de nombreux travaux, qui méritait un important coup de projecteur et dont la prise en compte éclaire également l'évolution générale des sociétés. D'un point de vue méthodologique également, l'apport de ces études féministes est significatif, voire décisif, dans de nombreux domaines.

Conclusions provisoires

Il est possible d'évoquer une incontestable réussite malgré la faiblesse des moyens (l'essentiel du travail repose sur les épaules de quelques personnes dont ce n'est ni la seule ni la principale tâche). Du moins depuis sept années, le programme a été respecté. Conformément à la tradition née dans notre université, des hommes participent à l'expérience et à l'effort. L'émergence des études sur les femmes a eu des répercussions sur d'autres revues, même si celles-ci ont eu tendance à présenter des numéros thématiques plutôt qu'à intégrer la dimension sexuée dans leur politique éditoriale courante¹⁴.

Mais ce bilan positif ne doit pas cacher que les résultats restent encore limités, au regard des efforts fournis. La médiatisation reste insuffisante et c'est très probablement au niveau de la diffusion que des efforts doivent être entrepris. Les milieux directement intéressés méconnaissent tou-

14 *Femmes au tournant du siècle*, 10 contributions, Avant-propos de E. Gubin et de J. Puissant, *Cahiers Marxistes*, Bruxelles, n° 191, août-septembre 1993 ; *Femmes et société*, éditorial E. Gubin (10 contributions), *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 4, Bruxelles, 1998 ; *Fabric of Feminism : Comparative Analysis of Nineteenth Century Gender Discourse in Belgium and the Netherlands* (6 contributions, éditées par Hans Moor), *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. 77, 2, 1999. *Les Cahiers de la Fonderie*, revue de vulgarisation d'histoire économique et sociale de la région de Bruxelles, cherchent à intégrer systématiquement cette dimension.

jours ce qui se fait. On le sait des milieux académiques où beaucoup se piquent d'ignorer ou de dédaigner les résultats obtenus par les études sur les femmes. C'est un champ où il reste de bon ton d'avouer son ignorance... Récemment, une proposition de consacrer le programme de l'École doctorale en Histoire culturelle à une approche pluridisciplinaire des études sur les femmes a été repoussée parce que... trop étriquée ! Une bibliographie réalisée par l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam ignore *Sextant*. Les rivalités communautaires en Belgique ne facilitent pas les choses et l'édition de la revue en français semble poser plus de problèmes à « nos chers voisins », même s'ils sont accueillis par la revue, qu'à nos collaborateurs internationaux, du moins si on observe les mentions dans les outils bibliographiques ou l'utilisation dans les travaux.

Des perspectives favorables semblent aujourd'hui se dégager et permettre d'espérer d'intéressants développements à court terme. Une Chaire « Études Femmes-Études de Genre » a été organisée dans les trois universités francophones du pays en 2001. L'expérience ayant réussi, elle sera reconduite et amplifiée l'année prochaine.

Il est malheureusement trop tôt pour mesurer l'exact potentiel des appuis institutionnels qui s'ébauchent. Du moins, le travail réalisé permet-il aujourd'hui de préparer l'édition d'un *Dictionnaire encyclopédique d'Histoire des femmes en Belgique* (1789 à nos jours), qui fera à son tour le point des connaissances et des interrogations et dont la publication est prévue pour la fin de 2002¹⁵. Enfin d'autres projets sont envisagés qui intégreraient, d'un point de vue méthodologique et des connaissances, les acquis obtenus. Ce bilan provisoire clôturerait la décennie en plaçant la Belgique dans une situation comparable à celle des autres pays industrialisés qui ont connu ce qui apparaît désormais comme la principale révolution sociale du XX^e siècle : l'émancipation sociale, économique, politique et culturelle des femmes sur une petite partie des « terres humaines ».

15 Notices monographiques biographiques, biographiques collectives, d'organisations, d'organes d'information, thématiques, problématiques, dates importantes, accompagnées d'un tableau synoptique et d'une bibliographie sélective et introductive. La sur-représentation monographique et biographique évoquée plus haut trouve ici probablement son explication. Elle y trouvera certainement son utilité.